

Tel que prononcé

**Discours prononcé par
Son Excellence Madame Mariama Camara
Ministre de l'agriculture de la République de Guinée
à l'occasion de la
41ème session de la Conférence de la FAO, Rome, Italie (22-29 juin 2019)
24 juin 2019**

Monsieur le Président de la Conférence,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Monsieur le Président indépendant du Conseil de la FAO,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,

C'est un grand honneur pour moi, au nom de Son Excellence Monsieur le Président de la République de Guinée, le Professeur Alpha Conde, et en mon nom personnel, de prendre la parole devant cette auguste assemblée, à l'occasion de la 41ème session de la Conférence de la FAO.

Placée cette année sous le thème «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Migrations, agriculture et développement rural», cette session se tient dans un contexte marqué, en Guinée, par la volonté de transformation structurelle de notre économie et d'accélération de l'émergence du pays, en vue d'offrir de meilleures conditions de vie aux populations, et particulièrement aux jeunes et aux femmes.

Mais avant de poursuivre mon propos, je voudrais dire que nous avons bien apprécié les trois programmes des trois candidats, et je veux féliciter le Dr Qu Dongyu pour sa brillante élection au poste de Directeur général de la FAO. Le Gouvernement guinéen lui exprime, par ma voix, son soutien dans la conduite des grandes réformes déclinées dans son programme, enrichies des propositions des autres candidats, pour la réalisation à terme de nouvelles performances organisationnelles et opérationnelles de notre Organisation commune, la FAO, et pour l'atteinte des objectifs, dont l'éradication de la faim dans le monde.

C'est le lieu de remercier également le Directeur général sortant, Dr José Graziano da Silva, et lui rendre hommage pour son dévouement constant en faveur d'une croissance agricole durable en vue d'éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Selon une enquête réalisée au sein de la CEDEAO, 84 pour cent des flux migratoires en Afrique de l'Ouest ont pour destination un autre pays de la sous-région. Il est vrai que certain de nos jeunes partent vers les lumières de l'Occident, souvent au péril de leur vie et de leur intégrité physique et morale. Mais lorsqu'on parle de migration, on doit se souvenir que mon pays, la Guinée, a longtemps accueilli des centaines de milliers de déplacés en provenance des pays voisins victimes de conflits violents. C'est ainsi que plus de 650 000 déplacés libériens et sierra-léonais pour ne citer que ceux-ci étaient venus se réfugier en Guinée, et à la même période environ 320 000 Guinéens se déplacèrent à l'intérieur du pays après avoir été touchés par ce même conflit, qui avait débordé les frontières au sud. Ces mouvements migratoires de l'intérieur du pays se sont accentués avec la présence en Guinée entre 2014 et 2015 de la maladie du virus Ebola.

Aujourd'hui encore, mon pays continue d'accueillir de nombreux ressortissants étrangers. Ces derniers s'orientent principalement vers les zones minières, où la dégradation de l'environnement prend des

proportions inquiétantes. Les jeunes constituent l'essentiel de la population active agricole dans les zones rurales et sont le futur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des autres industries locales pour contribuer pleinement au développement de leur communauté. Il est impératif de réussir à maintenir cette présence vitale au centre du développement.

Nos différents gouvernements savent qu'il est primordial d'investir dans la jeunesse en matière d'éducation, de formation, d'emplois décents et productifs, de modernisation pour des conditions de vie plus attractives en vue d'endiguer le flux migratoire et maintenir les jeunes dans leur terroir. En Guinée, avec 1161 cours d'eau et un réseau hydrographique dense de 6500 km, 23 bassins versants, dont 14 internationaux, et plus de 6 millions de terres arables, le secteur agricole est l'un des secteurs qui offre le plus d'opportunités pour accélérer la croissance économique. C'est pourquoi, le Gouvernement l'a placé au centre de ses priorités de développement et ambitionne de faire de la Guinée une puissance agricole émergente à moyen terme. Compte tenu du vaste inventaire des potentiels agroécologique, pastoral et halieutique et de son caractère fortement inclusif, il est le premier pourvoyeur d'emploi avec plus de 70 pour cent de la population active et le plus grand contributeur à la création de richesse du pays, avec plus de 20 pour cent du produit intérieur brut.

Pour autant, le secteur agricole de la Guinée demeure un atout relativement inexploité avec moins de 5 pour cent de terres arables cultivées et de nombreuses contraintes liées à la faiblesse des capacités financières, techniques et institutionnelles.

Grâce aux initiatives du Président de la République et à l'accompagnement de nos partenaires techniques et financiers, le monde rural a bénéficié, depuis 2011, d'une attention accrue qui lui a permis d'atteindre des résultats significatifs, notamment la mise à disposition des intrants à des prix subventionnés, les programmes de désenclavement en cours, des zones de production et d'aménagement hydroagricole, l'intensification des cultures vivrières, la relance des cultures de rente et d'exportation entre autres, ainsi que la mécanisation progressive des opérations culturelles, et l'installation des rizeries et des unités de transformation concourent progressivement à un début de modernisation de notre agriculture.

Pour poursuivre et accentuer cette dynamique, les efforts de nos gouvernements et de la communauté internationale doivent permettre de consolider les acquis en renforçant l'appui à l'amélioration de la productivité agricole et la compétitivité des filières de production.

Mesdames et Messieurs,

Le Gouvernement de la République de Guinée a fait le pari de bâtir sa stratégie de développement agricole autour des principales préoccupations des ruraux en se focalisant à moyen terme sur la mise en œuvre du plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui est le pilier agricole référenciel du plan national de développement économique et social depuis 2016-2020 à l'effet de promouvoir le développement des différentes filières agricoles à forte valeur ajoutée, tel que le riz, l'anacarde, le palmier à huile, le café, le cacao, le sésame, et le fonio. De même, des efforts non négligeables sont en cours, incluant les infrastructures et équipement de stockage, de transformation et de marché, pour favoriser l'accès des producteurs aux avantages économiques contribuant ainsi à la stabilité sociale.

Pour conclure, Mesdames et Messieurs, nous réaffirmons la volonté du Gouvernement guinéen de renforcer la coopération avec la FAO pour une agriculture performante garantissant la sécurité alimentaire et une nutrition de qualité des populations.

Je vous remercie.